

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POLITIQUE

RÉSILIENCE ET FRAGILITÉ

Le Nexus HDP et les défis de l'action humanitaire dans la plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu (RDC)

Godefroid Muzalia

ARTICLE DE RECHERCHE REFRACT N.03 /// Mai 2025



Partenaires



Avec le soutien de



Recherche commanditée par la Direction générale de la Coopération au développement et de l'Aide humanitaire (DGD).

*Les opinions exprimées par
l'entité organisatrice ne reflètent
pas nécessairement celles du
gouvernement belge, ni celles d'ARES
ou de VLIR-UOS. Elles n'engagent en
aucun cas le gouvernement belge,
ARES ou VLIR-UOS.*

Publié par Codefroid Muzalia Kihangu
CodefroidKihangu.Muzalia@UGent.be

Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu,
Bukavu, République Démocratique du Congo,
ESU : ISP/BUKAVU

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POLITIQUE

RÉSILIENCE ET FRAGILITÉ

Le Nexus HDP et les défis de l'action humanitaire dans la plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu (RDC)

Godefroid Muzalia

Table des matières

RÉSUMÉ	5
1 INTRODUCTION	6
2 ÉVOLUTION DES LOGIQUES DES INTERVENTIONS AU SUD-KIVU	8
3 LES PIÈGES DE LA SÉDENTARISATION DES INTERVENTIONS HUMANITAIRES	13
4 VSF, APDIK ET AFEMA DANS LE TERRITOIRE D'UVIRA : UN CONSORTIUM QUI A FONCTIONNÉ ?	18
5 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	23
BIBLIOGRAPHIE	25
À PROPOS DU PSP REFRACT	28

Résumé

Ce Refract Research Paper analyse la mise en œuvre de l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) dans la plaine de la Ruzizi, au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC). L'étude retrace l'évolution des interventions humanitaires depuis les années 1990 jusqu'en 2024 et met l'accent sur une forme de sédentarisation des interventions humanitaires. Elle montre, à travers une étude de cas, que la durabilité des acquis reste fragile et met en évidence le fait que les dynamiques politiques et sécuritaires régionales – notamment l'implication d'acteurs armés et la convergence des intérêts étrangers – limitent l'efficacité du Nexus HDP dans la plaine de la Ruzizi. Ce Refract Research Paper conclut que la réussite du Triple Nexus nécessite d'intégrer une dimension politique plus large et de repenser la localisation de l'aide en renforçant les capacités locales, tout en tenant compte des facteurs régionaux de fragilité.

Introduction

Depuis trois décennies, l'Est de la RDC connaît un recyclage permanent de conflits et de la violence. Les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont particulièrement affectées (Makukisa, 2023). L'activisme soutenu des groupes armés locaux et étrangers participe à la détérioration continue de la situation sécuritaire (Stearns, 2022 ; Musamba, Vogel et Vlassenroot 2022, Vlassenroot, Mudinga & Musamba 2020) et à la consolidation de la crise humanitaire. Les incendies des villages, déplacements internes, crise sanitaire, etc. plongent les populations entières dans une précarité accentuée et mobilisent des humanitaires depuis bientôt trois décennies. Ce *Refract Research Paper* propose un regard sur le déploiement de l'action humanitaire dans le Sud-Kivu au regard de l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP). Il part du constat que de l'action humanitaire justifiée par la nécessité d'intervenir dans une zone précise de manière ponctuelle, afin d'apporter un soulagement à une situation préoccupante et passagère, l'on est progressivement passé à une forme de sédentarisation des organisations humanitaires dans leurs zones d'intervention.

Cette sédentarisation de l'action humanitaire a un effet double. Si, d'un côté, le déploiement prolongé de l'aide dans ces contextes permet de soulager tant soit peu les destinataires des interventions, de l'autre côté, elle constitue un facteur de démobilitation de l'État dont les services sociaux se rétractent volontiers. En même temps, elle participe à la formulation, chez les destinataires de l'aide, d'une forme de résilience superposant la consolidation de la dépendance à l'aide et un élan soutenu de réinvention du quotidien (Morvan, 2005). Du coup, les résultats des actions humanitaires souffrent

d'un déficit de durabilité pendant que les causes profondes des problèmes qu'elles adressent persistent et deviennent une condition sociale.

Le défis en rapport avec la durabilité a suscité des réflexions sur les voies et les moyens de rendre les interventions plus efficaces et plus inclusives. Parmi les dispositifs les plus en vogue actuellement il y a le Nexus HDP. Ce dernier est aujourd'hui au centre des discussions. Ce *Refract research Paper* soutient que du point de vue théorique le Nexus est bien pensé, mais qu'en pratique il ne semble pas fonctionner dans l'Est de la RDC. Cela pourrait être expliqué par plusieurs raisons dont le manque d'analyses approfondies des contextes dans les zones d'intervention et surtout, la non prise en compte d'une dimension politique qui tiendrait compte d'autres facteurs « périphériques » (Activisme des groupes armés étrangers et la convergence des intérêts sécuritaires et économiques des pays voisins dans les zones d'intervention) qui interfèrent sur des contextes locaux.

Ce *Refract research paper* s'articule autour de quatre points. Le premier dresse un aperçu sur l'évolution des interventions au Sud-Kivu depuis 1994, l'année de l'arrivée massive des réfugiés hutu-rwandais dans la région. Le deuxième accorde une attention aux pièges de la sédentarisation des interventions humanitaire. Le troisième analyse le Nexus HDP à travers une étude de cas dans la plaine de la Ruzizi. Les interventions du « consortium VSF-AFEMA et APDIK » (Vétérinaires Sans Frontières, Action pour les Femmes et Enfants Marginalisés et Association paysanne pour le développement intégré au Sud-Kivu) y seront étudiées. Enfin le quatrième s'étend sur les défis et les perspectives.

Évolution des logiques des interventions au Sud-Kivu

Trois moments importants permettent de saisir l'évolution des logiques de déploiement de l'aide au Sud-Kivu. Le premier débute avec l'afflux des réfugiés en 1994, Le second commence avec la fin du Dialogue Inter-congolais en 2002 et le troisième démarre avec le lancement du Nexus en 2019.

Les années 1994 – 1996 : « humanitaire en rangs dispersés » ?

La crise humanitaire qui sévit le Sud-Kivu a ses origines au début des années 1990. Elle a été en grande partie une conséquence de l'instabilité politique du Rwanda et au Burundi. En effet, l'assassinat du Président Burundais, Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, provoqua un afflux des réfugiés dans les territoires d'Uvira et de Fizi au Sud-Kivu (Lemarchand, 2004). Le 6 avril 1994, six mois moins environs après le déclenchement de la crise burundaise, le président Rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue Burundais Cyprien Ntaryamira perdirent la vie à Kigali dans un attentat. Le Rwanda sombra dans le génocide (Kuperman, 2004 ; Newbury, 1995 ; Reyntjens, 1996). La prise du pouvoir au Rwanda par le Front Patriotique Rwandais au mois de juin de la même année, avait à son tour provoqué une vague importante des réfugiés Hutu Rwandais dans l'Est de la RDC en général (Vlassenroot, 2001). Des centaines de milliers de familles avaient franchi la frontière rwando-zaïroise à l'époque (Binet, 2025). Aussitôt les camps de réfugiés rwandais poussèrent comme de champignons au Sud-Kivu (dans la plaine de la Ruzizi, à Inera, Kashusha) et s'ajoutèrent à ceux précédemment mis en place pour les réfugiés Burundais. C'est la première grande crise humanitaire connue dans la région.

En juillet 1994 plusieurs organisations internationales sont intervenues pour apporter des réponses à cette crise dans l'Est de la RDC (Bradol & Vidal, 1997). Il s'agit principalement du CICR, de Médecins Sans Frontières (MSF), du Programme Alimentaire Mondial, de Care International, d'International Rescue Committee, de Save the Children, etc. La logique des interventions était classique : apporter des réponses ponctuelles et limitées dans le temps à une situation d'urgence passagère (Rieffn D. 1995). Durant cette période, chaque organisation travaillait dans son domaine d'expertise, on ne parle pas encore des synergies. Les réfugiés étaient la principale cible de l'aide. Cependant, le contexte de déploiement de l'aide était très délicat. En plus du nombre impressionnant des réfugiés (Plus ou moins 1000 000 selon un rapport de HCR de 1996), les humanitaires ont eu à faire face à la militarisation des camps. Les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), bras armé du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) de Léonard Nyangoma (Burundais), se constituaient dans les camps des réfugiés tandis que les Ex-Forces Armées Rwandaises (FAR) et les miliciens Interahamwe vivaient avec leurs dépendants dans les camps (Binet, 2025).

Ce déploiement de l'humanitaire eut lieu dans un contexte particulier. Le régime de Mobutu était en pleine décadence. Les salaires des fonctionnaires n'étaient plus régulièrement payés, les grèves se multipliaient dans tous les secteurs et des pillages étaient organisés par les militaires (Ndaywel è Nziem, 1998). C'est donc dans une zone affectée par une crise économique, sociale et politique que s'installèrent les camps des réfugiés dans le Sud-Kivu. S'il est vrai que l'action humanitaire des années 1990 était essentiellement orientée vers les réfugiés hutu-rwandais, il est tout aussi vrai qu'elle fut une opportunité pour certains fonctionnaires et chômeurs congolais recrutés dans les organisations humanitaires. La « manne humanitaire » (Bradol & Vidal, 1997) était partagée. Le dollar américain fit son entrée dans le paysage économique local et participa à la configuration du secteur informel. Plusieurs ménages locaux furent ainsi indirectement bénéficiaires de l'aide.

En octobre 1996, l'AFDL, une rébellion soutenue par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, occupa l'Est de pays et démantela les camps des réfugiés (Plauchut, 2014). Plusieurs réfugiés furent contraints de regagner le Rwanda par la force; d'autres furent dispersés dans les forêts congolaises dans des

conditions atroces (De Schrijve, D. 1997, Stearn, J. 2012). La destruction des camps des réfugiés n'a pas mis fin aux actions humanitaires. Bien au contraire, la rébellion avait suscité de nouveaux contextes sécuritaires qui ont participé à complexifier la crise humanitaire. Il s'agit particulièrement de la réactivation des conflits ethniques locaux, de l'émergence des groupes armés et de la consolidation de l'insécurité dans les milieux ruraux (Vlassenroot, K. 2013, Stearn, J. 2012). Les organisations humanitaires étaient obligées de s'adapter à ce nouveau contexte dans leurs zones d'intervention. Il fallait désormais travailler avec des déplacés internes aussi et sur les dynamiques de construction de la paix au niveau des communautés locales. L'on glissait ainsi vers l'humanitaire sur le long terme.

Le déploiement de l'aide en faveur des déplacés internes, par exemple, implique plusieurs niveaux de planification allant d'une analyse minutieuse du contexte dans les zones de déplacement au déploiement de l'aide, en passant par la définition et la mise en œuvre des stratégies appropriées. Du coup, il faut peaufiner les principes de la « gouvernance humanitaire » (Barnett, M.N. 2013). Dans ce cas précis, les conflits locaux et la vulnérabilité des populations dans les zones d'accueil des personnes déplacées internes ont souvent constitué un obstacle important au déploiement de l'aide. Les premiers rendent difficile d'accès aux personnes ciblées par l'aide, la deuxième peut être une source des tensions entre les IDPs, les humanitaires et les populations d'accueil. Les humanitaires étaient désormais obligés de travailler sur la médiation ou encore sur la construction de la paix pour garantir un déploiement apaisé de l'aide.

Dans cette perspective, Claude Iguma et Koen Vlassenroot (2020) mettent en évidence le rôle qu'ont joué les organisations comme Life & Peace Institute, Action pour la Paix et la Concorde ou encore Innovation, Formation pour le Développement et la paix dans la gestion des conflits localisés. Ces organisations ont favorisé la conclusion des accords locaux au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et la mise en place des Comités de médiation et des Cadres de concertation intercommunautaire. Plusieurs bailleurs comme SIDA, Cordaid, PNUD ou encore VNGi ont financé ce genre de processus. Ces structures avaient compris que travailler sur la paix rendrait plus aisées les interventions humanitaires. Elles ont ainsi encouragé leurs partenaires locaux à s'organiser en synergies pour adresser les problèmes auxquels ils faisaient face au quotidien.

Constitution des synergies après le dialogue Intercongolais

Les premières synergies qui se consolident après le Dialogue Intercongolais ont commencé à se structurer sous l'occupation des rebelles du RCD entre 1998 et 2003. Il s'agissait en particulier des organisations de défense des droits de l'homme engagés dans la dénonciation des crimes commis par les belligérants et le plaidoyer en faveur des victimes. En filigrane de la défense des droits de l'homme, ils disaient militer pour la Paix. Parmi ces synergies il y a lieu de citer : le Collectif des Organisations et associations des Jeunes du Sud-Kivu (COJESKI) et le Réseau des Associations des Droits de l'Homme du Sud-Kivu (RADHOSKI). COJESKI et RADHOSKI rassemblaient plusieurs organisations locales qui, tout en résistant à l'administration rebelle, militaient pour le retour à la paix (Groupe Jérémie, Héritiers de la Justice, Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix etc.) Certaines parmi ces organisations bénéficiaient, directement ou indirectement, du soutien des Églises catholique et protestante. Ces premières synergies ont eu une grande influence sur le mouvement associatif. Plusieurs associations locales vont alors se structurer et s'inscrire la quête de la paix.

C'est durant cette période que des structures comme Action pour le Développement et la Paix Endogènes (ADEPAE), Action pour la Paix et la Concorde (APC), Solidarité Paysanne, Appui-Conseils aux Projets et Initiatives de Développement endogène (APID) ou encore Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO) ont intensifié leurs activités dans le dialogue intercommunautaire, la quête de la cohésion sociale et développement dans les milieux ruraux. Ce contexte, rendu possible par l'Accord Global et Inclusif conclu en 2002, a favorisé la mise en place et la consolidation des consortiums travaillant en synergie et en collaboration avec les organisations internationales comme Search For Common Ground, International Alert, Life and Peace Institute, avec des financements conséquents venant de bailleurs très diversifiés. Il faut cependant observer que c'est à cette période que l'humanitaire s'installe confortablement et se sédentarise en RDC. Ainsi par exemple, plusieurs humanitaires ont installé des représentations de leurs ONG dans la ville de Goma. A la longue, cette forme d'humanitaire de proximité a fini par transformer la ville en un espace humanitaire (Büscher, 2009). Ces organisations ont contribué directement ou indirectement au changement

du paysage économique et social de la ville (Büscher & Vlassenroot, 2010). Mais c'est aussi pendant cette période que les humanitaires commencent à s'interroger sur la nécessité et durabilité des résultats de leurs interventions. En effet, bien souvent les actions de l'ONG sont en déconnexion avec les besoins des populations locales (Bahati & Bisimwa 2022).

Le lancement du Nexus HDP en 2019

« Le Nexus HDP est le résultat de plusieurs évolutions dans la manière d'envisager l'aide au développement et l'action humanitaire pour mieux coordonner les deux afin de lutter efficacement contre les crises prolongées » (Tatenou, 2022). Il s'agit « d'une approche collective multi-acteur visant à améliorer l'action humanitaire, sur la base d'analyses communes, la complémentarité et la cohérence entre les actions des acteurs des trois piliers (HDP) » (UN-RDC, 2024). Le Nexus HDP semble ainsi convenir pour un contexte caractérisé par des systèmes de crises aux dimensions aussi bien locales, nationales que régionales et dont l'analyse approfondie constitue un préalable incontournable pour éclairer les interventions humanitaires. Il était également important dans une zone où plusieurs ONG travaillent sur les mêmes terrains et dans les mêmes domaines d'intervention. C'était indispensable de dépasser la synergie entre les organisations et d'impulser la synergie entre les interventions axées sur l'humanitaire, la paix et le développement. Vue sous cet angle, l'approche Nexus promeut une approche systémique de la fragilité dans un contexte de crise multiple.

Le Nexus HDP fut ainsi officiellement lancé en RDC en 2019. Le projet pilote se focalisa sur la cartographie et la coordination des besoins et programmes conduits par différents acteurs dans les zones ciblées (Desrosiers & Swedlund, 2025). Deux provinces furent alors choisies : le Kasai et le Kasai central. Les provinces de l'Est en proie avec les crises multiformes n'ont pas été concernées par la phase pilote. Cependant, au niveau local, les Organisations Internationales ont très vite intégré l'approche et développé des collaborations avec les associations locales qui œuvrent dans leurs zones d'intervention. Ces dynamiques de collaborations ont renforcé l'ancrage des ONG sur terrain, un ancrage du reste favorisé par l'humanitaire sur la longue durée.

Les pièges de la sédentarisation des interventions humanitaires

En théorie l'aide est déployée d'une manière ponctuelle et pour une durée déterminée afin de proposer les premières réponses à un contexte de crise dont l'ampleur dépasse les capacités des acteurs locaux à trouver des réponses adéquates (Barnett, M. 2011, Slim, H. 2015). Une fois la crise maîtrisée, les organisations humanitaires internationales devraient constater la fin de leur mission et laisser le travail de consolidation de leurs acquis à l'État et aux initiatives locales. Il faut cependant reconnaître que cela fonctionne dans les contextes des crises de courtes durées (une épidémie à juguler, des déplacés à encadrer, etc.). Cela ne fonctionne pas lorsque les crises s'inscrivent sur la longue durée comme c'est le cas pour la RDC. Après près de 30 ans de déploiement de l'aide dans un contexte de recyclage des conflits dans l'Est de la RDC, le bilan est très mitigé.¹ L'humanitaire sur la longue durée est porteur de plusieurs risques. Il peut affecter le principe de neutralité et fâcher l'éthique de l'humanitaire. Dans un contexte de fragmentation politique chronique, qui caractérise la RDC, il participe à délégitimer les institutions de l'État. Dans les zones d'insécurité intense il renforce la dépendance à l'aide.

Risque de violer les principes d'ordre éthique

Lorsque le terrain des humanitaires devient leur « milieu de vie professionnel durable », ils y développent tout un réseau de capital social favorable à leurs activités. Cependant, plusieurs défis peuvent être au rendez-vous. En effet,

¹ Lire Autessere, S. (2010), Bauman, A (2018) , Bahati, I. & S. Bisimwa (2022), Muzali, G. & Imata, S (2023), etc.

les agents humanitaires se présenteraient comme des couteaux à double tranchants. Autant ils sont bien outillés pour faire triompher le principe ‘Do No Harm’, par exemple, autant ils seraient exposés à certaines pratiques peu éthiques. En effet, introduit dans l’humanitaire à la suite des travaux de Mary B. Anderson (1999), le principe de ‘Do No Harm’ accorde une attention particulière aux effets indirects de l’aide. Il est question, pour les humanitaires, d’assurer que l’aide ne participe à l’aggravation des conflits et d’éviter qu’elle soit capturée par les acteurs armés par exemple. Avec le temps, cette notion a évolué et s’est rapprochée d’une autre : la sensibilité aux conflits. (Lange, M. 2004). Cette dernière suggère une analyse approfondie du contexte dans lequel l’aide est déployée. Tous les acteurs impliqués devraient être considérés, y compris ceux qui pourraient obstruer les couloirs humanitaires. Si d’un côté cette sorte d’humanitaire participatif peut déclencher un élan d’appropriation des actions par les bénéficiaires, de l’autre, elle exposerait les agents humanitaires à des dérives d’ordre éthique. Ce témoignage d’une actrice humanitaire qui était impliquée dans la distribution des vivres et non vivres dans les zones militarisées est très significatif :

« (...) Deux stratégies sont mobilisées dans l’informel pour accéder aux personnes ciblées par l’aide. Tout d’abord, nous entrons en contact avec le chef de guerre influent dans la zone. Généralement il exige qu’on lui laisse quelque chose de l’aide (...). La deuxième est la mise en pratique des « frais de facilitation ». Il s’agit de l’argent qui n’émerge pas clairement du budget de l’ONG, mais que nous distribuons aux acteurs influents pour l’accès et la sécurité sur le terrain ».²

La mise en œuvre de ces deux stratégies passe par une proximité plus ou moins amicale entre les acteurs humanitaires et certains acteurs locaux impliqués d’une manière ou d’une autre dans les contextes de crise. Les acteurs armés se comportant comme les seules autorités compétentes dans les zones qu’ils contrôlent, vont parfois jusqu’à réclamer un droit de regard sur les recrutements des collaborateurs des ONG sur terrain. Cela peut aggraver les tensions au niveau local et affecter dangereusement l’aide elle-même. Dans le territoire de Fizi par exemple, certains humanitaires ont été chassés

² JM. Communication à Atelier sur le déploiement de l’aide humanitaire et le retrait de la Monusco du Sud-Kivu, organisé par GEC-SH et SSHAP Bukavu le 30-09-2024.

de leur zone d'intervention parce qu'entre autre ils n'ont pas voulu se plier aux exigences de ces groupes armés. Ceux qui y opèrent encore actuellement sont obligés de trouver des « terrains d'entente » avec les acteurs armés. « Souvent, ils (les acteurs armés) nous demandent de leur fournir les piles pour leur torche et les imperméables » avait affirmé un autre informateur.³

Délegitimer les institutions étatiques compétentes

Quand éclate la crise humanitaire de juin 1994, plusieurs structures étatiques qui devraient participer à sa gestion étaient déjà défaillantes. La déliquescence de l'État avait déjà atteint toutes ses structures et les services de base n'étaient plus rendus à la population. Le ministère des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale était déjà devenu l'ombre de lui-même. Dans plusieurs secteurs de la vie, les associations locales occupaient progressivement l'espace laissé par un État défaillant. (Tréfon, 2004 ; Vircoulon, & Liégeois, 2012). Dans le contexte de crise prolongée qui prévaut dans l'Est de la RDC et de la fragmentation politique, les ONG humanitaires ont fini par se substituer à l'État dans leurs secteurs d'intervention.

Pour appréhender cette réalité il faut tenir compte, par exemple, des incidences du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUSCO) du Sud-Kivu en avril 2024 (Vircoulon, 2025). Pendant près de 20 ans, la structure onusienne jouait le rôle majeur dans la provision de sécurité dans les zones fragiles. Son implication dans le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et ses patrouilles régulières atténuaient tant soit peu l'insécurité dans la plaine de la Ruzizi et le territoire de Fizi. Aussi, son dispositif logistique assurait la mobilité des humanitaires sur des terrains difficilement accessibles. Le retrait de la MONUSCO du Sud-Kivu a eu des conséquences évidentes. Sur le plan sécuritaire, les barrières de routes tenues par des militaires et les acteurs armés de la constellation « Wazalendo »⁴,

³ GB, Société civile et « Relais communautaire », interrogé à Luvungi, avril 2024.

⁴ Le terme *Wazalendo* signifie littéralement « patriotes ». Dans ce papier il s'applique à une catégorie d'acteurs armés issus des anciens groupes armés de la constellation « Mai-Mai », actuellement supplétifs des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. L'Etat congolais les considère comme faisant partie de sa Reserve Armée de Défense (RAD)

qui étaient pourtant relativement maîtrisées, ont refait surface. Les actes de kidnapping ont repris dans la plaine de la Ruzizi tandis que quelques organisations humanitaires ont été attaquées par les acteurs armés.

S'il est vrai que le gouvernement Congolais a approuvé ce retrait, il est tout aussi vrai qu'il a été incapable de combler le vide laissé par cette mission onusienne. Ce retrait a mis au grand jour l'incapacité de l'État congolais à fournir les services de base à sa population en détresse dans les zones anciennement contrôlées par la MONUSCO.

Après près de 20 ans de dépendance à l'aide, même dans les secteurs relevant de ses missions régaliennes et tout un investissement dans la reconstruction et le renforcement des capacités, l'État congolais n'est pas parvenu à préparer le retrait de la MONUSCO. En fin de compte, c'est l'État lui-même qui est remis en cause, voire délégitimé. Ce témoignage d'une infirmière interrogée à Luvungi est explicite :

« (...) Nous pensons que les communautés locales ont fournis beaucoup d'efforts dans le sens de la cohabitation pacifique. Mais ces efforts sont sapés par l'inaction de l'État (...). Grâce à la médiation des ONG qui interviennent ici, nous sommes parvenus à mettre sur pied des structures locales de paix. Nous avons bénéficié à l'époque de l'appui de la GIZ. Mais, pour l'instant, ces structures n'ont pas de moyens de leur politique. Aussi, elles sont très affaiblies avec l'émergence des Wazalendo alliés au gouvernement ».⁵

Pour cette infirmière, les ONG font bien ce qu'elles peuvent faire, mais l'État est pratiquement démissionnaire. Plusieurs témoignages sur terrain fustigent cette « démobilitation de l'État » qui, selon eux aurait laissé l'espace aux milices communautaires.

⁵ F.M. infirmière (Déplacée de Bijombo) interrogé à Bwegera le 22-032024.

Renforcement de la dépendance à l'aide

Après trois décennies de guerre à répétition, plusieurs villageois sont aujourd'hui déconnectés de leurs terres. Les activités agricoles ont régressé et là où elles se font encore, les récoltes sont souvent pillées par les acteurs armés. L'insécurité alimentaire s'est solidement installée. Cela affecte dangereusement la santé. Les populations de Fizi et d'Uvira, par exemple, sont fortement dépendantes de l'aide humanitaire. Si la priorité est souvent accordée aux déplacés internes, les villageois, dans l'incertitude d'accéder aux récoltes, ont tout simplement arrêté de travailler la terre et se contentent eux aussi de l'aide alimentaire distribuée par le Programme Alimentaire Mondial. Cela crée des tensions entre ceux qui se considèrent comme ayant droit à l'aide (les déplacés internes qui vivent dans les camps de fortune en particulier) et les autres villageois qui affirment eux aussi héberger des déplacés.

C'est qui est vrai pour les vivres, l'est aussi pour les non-vivres et l'accès aux soins garantis par les organisations humanitaires. Face aux structures de santé délabrées, les organisations humanitaires comme le CICR, la Croix Rouge Française ou encore MSF-Hollande sont devenues l'unique espoir des populations. Les institutions de santé au niveau local dépendent presque entière de ces organisations internationales. Au final, c'est l'État lui-même qui se trouve dépendant de l'aide. Ainsi, lorsque la ville d'Uvira a été confrontée à des inondations en avril 2020, l'État a été pris de court, et la Commission européenne a financé la Croix-Rouge congolaise afin de lui permettre de fournir une assistance aux familles déplacées à la suite de cette catastrophe naturelle. Au-delà de la dépendance à l'aide, il existe des rapports qui font état du détournement de l'aide, parfois par les officiels.

4 |

VSF, APDIK et AFEMA dans le territoire d'Uvira : un consortium qui a fonctionné ?

Mot sur le consortium

Le consortium constitué par VSF-Belgique, APDIK et AFEMA a été créé en septembre 2021 sous l'impulsion de VSF-Belgique. Il a été opérationnel dans la plaine de la Ruzizi entre 2021 et 2023.⁶ Il visait à mettre en synergie les interventions de ces trois organisations de manière à promouvoir les complémentarités pour garantir l'efficacité de l'aide. En réalité, le consortium s'inscrivait dans une dynamique suscitée par l'évolution de la politique belge en matière de la fragilité et de la résilience. Six pays étaient concernés : La RDC, le Burkina Faso, le Burundi, la Guinée, le Mali et le Niger (Stoop, P. & al. 2024). En plus de l'instabilité qui les caractérise, tous ces pays font face aux conflits complexes, aux contextes sécuritaires volatiles et aux besoins humanitaires toujours croissants (Walthel, O. 2017, Mamoudou, R. 2024). Au Sud-Kivu, VSF-Belgique, qui a une très longue expérience avec les pasteurs et les éleveurs, avait tous les atouts nécessaires pour initier et consolider un consortium dans une zone où les interactions violentes entre « la houe, la vache et le fusil » (Brabant, J. & Nzewz, J.L. 2013) configurent les relations sociales et participent à la consolidation de la fragilité. VSF-Belgique était ainsi au cœur des interventions en faveur du développement. APDIK, très impliquée dans le dialogue intercommunautaire, s'inscrivit sur le terrain de construction de la paix tandis que AFEMA s'est particulièrement intéressée

⁶ Nsengimana, K. APDIK, interrogé à Bukavu le 13-03-2024.

aux aspects relatifs aux violences basées sur le genre et provision des soins de santé. Les interventions ont été menées dans le cadre du *programme d'appui à la construction d'un environnement propice à la paix, à la stabilité et au développement des zones agropastorales à forte insécurité*.

Bref aperçu de l'humanitaire dans la zone pilote

Situé au carrefour entre le Rwanda, le Burundi et la RDC, la plaine de la Ruzizi est carrefour de conflits et de violence (Vereijen et al., 2020). Depuis des lustres, les conflits ethniques y opposent les Barundi aux Bafuliiru et aux Banyamulenge. La militarisation des rapports sociaux à travers les groupes armés communautaires y est très prononcée. Le déficit de la cohésion sociale, l'insécurité dans tous ses aspects et le sous-développement font partie du paysage social (Muzalia, 2021). Plusieurs initiatives humanitaires ont été conduites dans cette zone pour tenter d'atténuer la violence de la crise. C'est le cas par exemple des projets *Tu jenge pamoya kwa ajili ya amani*⁷, *Amani kwa maendeleo*⁸ ou encore *Maji ya amani*. Tous ces projets ont été pertinents. On peut citer à titre illustratif *Maji ya amani* (L'eau pour la paix), un projet exécuté par un consortium constitué par International Rescue Committee, Zuid Oost Azië (ZOA) et Search For Common Ground. Financé par le Pays-Bas à hauteur de 24,3 millions de dollars américains et dans une logique proche du Nexus HDP, ce programme a adressé les questions liées à l'accès à la terre, à l'eau potable et aux fonctionnements des structures communautaires (SFCG & ZOA, 2020). Les résultats de tous ces projets restent mitigés. La plaine de la Ruzizi est toujours cet espace d'une forte prolifération des groupes armés et de criminalité caractérisée par les conflits ethniques violents connectés aux dynamiques conflictuelles sous régionales.

⁷ Le projet *Tujenge pamoya kwa ajili ya amani* (Construisons ensemble pour la Paix) était implémenté par *International Alert* dans la plaine de la Ruzizi. Inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS), il reposait sur cinq piliers : le dialogue démocratique ; la gouvernance foncière ; la gouvernance sécuritaire ; la cohésion sociale et la relance économique et les VSBG.

⁸ Financé par l'USAID, le projet *Amani kwa maendeleo* (La paix pour le développement) a été conduit par l'ISDR dans le cadre au sein du consortium des organisations du *Management System International* (MSI), *International Alert* et *International Rescue*.

Le déploiement de la logique du Nexus HDP

En février 2017, les conflits qui opposent les Bafuliiru et les Banyamulenge avaient connu une nouvelle escalade. Deux administrations parallèles se disputaient le contrôle de la localité de Bijombo. Le conflit aboutit aux affrontements entre groupes armés communautaires (Verweijen et al., 2020). Les Banyamulenge furent particulièrement affectés et quittèrent la zone (avec le reste de leurs bétails) pour s'installer dans la plaine de la Ruzizi, à Bwegera principalement, une localité de la chefferie des Bafuliiru. Cet épisode fit cohabiter la crise humanitaire (il fallait prendre soin des déplacés), les questions de développement (il fallait apporter les soins appropriés aux vaches pour assurer la génération de revenus) et les questions de paix (il fallait travailler sur la cohabitation entre les déplacés et les communautés locales).

De par leurs profils, les organisations impliquées dans le consortium présentaient tous les atouts pour la réussite du projet. VSF était impliquée dans la lutte contre la pauvreté (Soutiens aux activités génératrices de revenus – AGR – et renforcement des capacités), APDIK travaillait sur le dialogue intercommunautaire et la cohabitation pacifique tandis que AFEMA était impliquée dans la provision des soins aux familles déplacées et aux familles d'accueil. Le programme a eu des points d'ancrage au niveau local pour assurer l'appropriation et la durabilité. Trois structures locales ont joué un rôle important à ce sujet : Il s'agit du Réseau communautaire de Protection de l'Enfant (RECOPE), du Comité de Dialogue de Protection (CLP) et le Groupe d'entraide et de la Transhumance.

Le programme a très bien fonctionné : une analyse permanente du contexte a rendu possible l'adaptation aux variations contextuelles, caractéristique principale de cette zone d'intervention, tandis qu'une collaboration accrue au niveau de la synergie a participé à l'efficacité des interventions.⁹ Les résultats étaient palpables : une cohabitation pacifique entre les déplacés et les populations locales a été observée durant toute la période du projet. Un dispensaire a été érigé et a servi de point d'intégration important dans une zone où l'État n'a plus de centre médical tandis les Activités Génératrices des

⁹ Uzima, interrogées à Bukavu le 15 mars 2024.

Recettes (AGR) créées dans la cadre du projet ont bien fonctionné réduisant tant peu la précarité pour les associations locales impliquées.

Il faut cependant noter que, comme pour les autres interventions déjà évoquées, les résultats atteints par le consortium VSF-AFEMA et APDIK ne sont plus très visibles sur le terrain. Aussitôt le programme terminé en septembre 2023, la plaine de la Ruzizi a vu l'arrivée des Wazalendo qui venaient renforcer la coalition formée déjà en 2017 par les FARDC et l'armée burundaise. Ces pressions extérieures qui interfèrent sur certaines dynamiques des conflits locaux ne sont pas prises en charge par l'approche Nexus. Du coup, plusieurs déplacés, principalement Banyamulenge, ont été obligés de quitter la zone. Les structures locales comme AFEMA et APDIK y sont encore opérationnelles, mais leur capacité d'intervention a sensiblement diminué.

Cette intervention est une preuve qu'une synergie des activités dans le cadre du triple nexus serait la réponse idéale à un contexte de crises multiples. En effet, les organisations impliquées dans le consortium avaient adressé en même temps les conflits communautaires, les problèmes des déplacés des Bijombo et de la prise en charge du bétail dans une zone où des années de violence ont participé à la consolidation de la pauvreté et de la fragilité. Elles devaient donc agir sur les trois piliers du Nexus. Au niveau de la province du Sud-Kivu le décor est déjà suffisamment planté pour une telle approche. Sans évoquer directement le concept de Nexus, les organisations humanitaires canalisent leurs actions en fonction de trois clusters importants : le cluster Développement, le cluster Protection et le Cluster Sécurité-Humanitaire. Ces trois clusters agissent en synergie, surtout pour les analyses des contextes. Le Consortium VSF-Belgique, APDIK et AFEMA était bien outillé à ce sujet. Pourtant, il n'était pas question de mener les actions communes. Chaque organisation est intervenue dans le domaine de son expertise et une collaboration étroite entre les trois a fait la différence. Mais pourquoi les résultats se sont partiellement estompés avec la fin du programme ?

La réponse n'est pas à chercher seulement dans une évaluation par rapport aux critères de l'OCDE, encore moins dans le fonctionnement technique du Nexus. Il faut plutôt aussi interroger les dynamiques de profondeur qui participent à la configuration des contextes de crise dans cette zone. En effet,

au même moment que le Consortium était en action, les acteurs nationaux et régionaux actifs dans la région étaient en train de réajuster leurs stratégies par rapport aux enjeux sécuritaires. Le gouvernement congolais avait appuyé sur trois leviers à la fois : obtenir le retrait de la MONUSCO de la région, impliquer les Wazalendo dans sa stratégie de défense du territoire national et renforcer la collaboration avec la Force de Défense Nationale du Burundi. De son côté, cette dernière affinait ses alliances avec les groupes armés locaux dans sa traque des rebelles Red-Tabara très actifs à l'époque. Du coup, le déploiement de la stratégie de défense du gouvernement congolais dans zone a créé un nouveau contexte caractérisé par le recyclage de l'insécurité. Les déplacés de Bijombo ont quitté la zone, les kidnappings ont refait surface et l'on est retournée à la « case départ ».

On peut donc s'interroger sur la garantie de durabilité des résultats atteints dans le cadre du Triple Nexus, non pas par rapport aux perspectives d'appropriation par les structures locales, mais dans un contexte plus large caractérisé par l'imprévisibilité dans l'évolution du contexte. Les interventions humanitaires ne sont pas à l'abri de la pression politique exercée par les pays voisins dans cette zone. Donc au-delà du renforcement des capacités et la localisation de l'aide souvent présentés comme des préalables pour l'appropriation et la durabilité, il est important de faire attentions aux facteurs périphériques (la politique militarisée menée principalement par le Burundi et les groupes armés rwandais et burundais dans la zone). Certes, les analyses des contextes constituent une étape importante pour les organisations impliquées dans le triple Nexus, seulement, elles ne devraient pas se limiter au niveau de l'analyse des dynamiques de surface, qui sont en réalité très localisées.

Conclusions et perspectives

Après plus de deux décennies d'action humanitaire, on assiste à une forme de pérennisation du statu quo dans ces zones déchirées par des systèmes complexes de conflits.

Nexus : au-delà de l'aspect technique ...

Telle qu'elle a été formulée et déployée, l'approche Nexus HDP a partiellement fonctionné dans le Sud-Kivu. Toutefois, elle devrait être repensée. Il n'est pas question de redéfinir les rôles que joueraient les organisations impliquées dans le cadre de ce triangle. Pris individuellement, ces organisations fonctionnent très bien et sont ancrées dans leur zone d'intervention. Il est plutôt question d'intégrer une dimension politique à l'approche. Il est important d'inscrire l'humanitaire dans une perspective plus large à la fois nationale et régionale. Il apparaît clairement que les efforts consacrés à la situation des déplacés restent limités tant que le retour circulaire des combattants¹⁰ (Vlassenroot, Mudinga & Musamba, 2020) fait partie du quotidien et que la pauvreté demeure généralisée. Au niveau de l'État congolais, il est plus intéressant de décrypter les différentes dimensions de la fragilité et leurs facteurs causaux, de comprendre comment cette fragilité est à la fois une cause et une conséquence des pratiques de gouvernance défectueuses, des pressions politiques à la fois locales, régionales et internationales, etc., pour espérer travailler sur les vraies causes et aboutir à des résultats probants.

¹⁰ Utilisée par ces auteurs, l'expression « Retour circulaire » désigne la navigation des certains acteurs armés entre la vie civile et la vie militaire ou mieux milicienne. Il s'agit en clair d'un cycle de démobilisation – remobilisation qui participe au recyclage de l'insécurité dans milieux ruraux dans l'Est de la RDC.

... intégrer une approche politique plus large !

Une telle démarche passerait par la nécessité d'inscrire les contextes fragiles très complexes de la RDC dans un contexte national et régional beaucoup plus large que les zones de formulation d'une résilience qui cohabite avec la fragilité. En effet, quand la résilience devient une forme d'adaptation à un contexte de crise, la tendance est de « faire avec » cette crise plutôt que d'en affronter les véritables racines pour une transformation radicale. Susciter et renforcer le Nexus au niveau des organisations locales pourrait permettre de transformer les différentes formes de résilience en opportunités pour une stabilisation durable. L'on passerait ainsi d'une « résilience résignante » qui insinuerait une acceptation passive de la situation de crise à une « résilience résistante » plus ou moins transformatrice. La question de la paix, par exemple, implique aussi bien les acteurs locaux, nationaux et régionaux qui sont souvent en marge des projets exécutés dans la zone. Ces derniers devraient développer une résilience résistante. Ainsi, par exemple, arrêter les interférences des gouvernements rwandais et burundais dans la zone pourrait être un élément important vers la pacification. Cela implique une approche diplomatique pour renforcer le Nexus.

et enfin « humaniser l'humanitaire » !

L'humanitaire sur la longue durée a fini par créer une « nouvelle catégorie professionnelle », les humanitaires de carrière. Au-delà des interventions, c'est une question de vie pour les opérateurs humanitaires. En amont des crises violentes, ils peuvent accéder à des fonds et profiter des salaires généreux. Loin de nous l'idée de supprimer les collations et les primes de risque dont bénéficient les humanitaires. En effet, l'ampleur et la complexité des crises contemporaines a complexifié également les défis auxquels font face les acteurs humanitaires dans les zones fragiles : 1) les crises s'étalent sur la longue durée et font désormais partie du contexte social, 2) les contextes de crise sont capitalisés comme des espaces d'opportunités. Comment adapter l'aide à ce nouveau contexte ? Une option possible est de penser l'humanitaire par le bas. Il ne s'agirait pas seulement d'œuvrer en faveur de la localisation de l'aide et de mettre les organisations locales au cœur de l'action, mais aussi de tenir compte des réalités locales dans l'identification des besoins, la conception des programmes et le déploiement de ceux-ci. (Bahati & Bisimwa, 2022).

Bibliographie

- Anderson, M. B. (1999). *Do No Harm: How Aid Can Support Peace—or War*. Royaume-Uni: Lynne Rienner Publishers.
- Autesserre, S. (2010). *The trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding* (Vol. 115). Cambridge University Press.
- Bahati, I. & S. Bisimwa (2022), *Aid seen from the bottom. Community realities and representations of aid in eastern DRC*, Insecure Livelihoods Serie, GIC-Network, Ghent University.
- Barnett, M. (2011). *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*. Royaume-Uni: Cornell University Press.
- Barnett, M. N. (2013). Humanitarian governance. *Annual Review of Political Science*, 16(1), 379-398.
- Bauman, A. (2018). *La Monusco et les initiatives de pacification dans l'Est de la RDC*, Bruxelles : Editions Européennes.
- Binet, L. *Camps de réfugiés rwandais Zaïre-Tanzanie*, MSF, https://www.msf.org/sites/default/files/2025-05/VF_Camps_de_refugies_Rwandais_Zaire_Tanzanie_1994_1995_Final.pdf
- Brabant, J & J-L Nzweve 2013 *La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la trans-humance en territoire de Fizi et Uvira (Sud-Kivu). Etat des lieux et leçons tirés de l'expérience de LPI*, URL : https://assets.ctfassets.net/jzyrkliixcim/18BT3L-CnwL7jWlIRwnCFp/abo8b9b3c-2c34013a5ad6bf0700270cd/LPI_2013_La_houe_la_vache_et_le_fusil_Uvira_Fizi.pdf
- Bradol J-H & C. Vidal (1997). Les attitudes humanitaires dans la région des Grands Lacs. In: *Politique africaine*, n°68, 1997. Politiques internationales dans la région des Grands Lacs. pp. 69-77.
- Büscher, K. (2009), *The city as a humanitarian space. The case of Goma*. Democratic Republic of Congo, Groningen Congrès Bureau.
- Büscher, K. & K. Vlassenroot, (2010), « Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC », URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1467-7717.2010.01157.x>
- De Schrijve, D. (1997). Les réfugiés rwandais dans la région des Grands Lacs en 1996. *Annuaire, l'Afrique des Grands Lacs*, 1996-1997, 1996-1997.
- Desrosiers, M.E & Haley.J. Swedlud (2025), *Localization through coordination? Implementing the Humanitarian-Development-Peace Nexus in Democratic Republic of the Congo*, URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/pad.2091>
- Jason K. Stearns (2022). *The War that doesn't Say its Name. The Unending Conflict in the Congo*, Princeton, Princeton University Press, 2022, 328 pages. Politique étrangère, Été (2), XIII-XIII.
- Kuperman, A.J. (2004) *The limits of Humanitarian intervention: Genocide in Rwanda*, Bloomsbury publishing, UK.

- Lange, M. (2004). Building institutional capacity for conflict-sensitive practice : the case of International NGOs, International Alert, URF : <https://www.international-alert.org/app/uploads/2021/09/Institutions-INGOs-Conflict-Sensitive-Practice-EN-2004.pdf>
- Makukisa, N.A. (2023), « État de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. La recherche de la Paix en mettant la charrue avant les bœufs », In *Conjoncture de l'Afrique centrale, Cahiers africains* (n° 101), Paris : L'Harmattan / MRAC (Musée royal de l'Afrique centrale)
- Mamoudou, R. (2024). Humanitaire et insécurité au Sahel: Problématique de l'accès à l'aide humanitaire dans le contexte sécuritaire de la région de Diffa (Niger). *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 5(12).
- Morvan, H. (2005), Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants mai-mai au Kivu », Life & Peace Institute.
- Musamba, J., Vogel, K. Vlassenroot & al. (2022), It takes (more than) two to tango. Combatant agency and half-life of DDR programs in the Congo, Insecure Livelihoods series, GIC-Network, University of Ghent. Ugent.
- Muzalia, G. (2021), L'insécurité dans la plaine de la Ruzizi hier et aujourd'hui. Repenser les perspectives de paix, Social Science Research Council (SSRC), URL : https://www.ssrc.org/wp-content/uploads/2021/09/Issue-2_ResCongo-Conference-Paper.pdf
- Muzalia, G. & Imata, S (2024), "l'épée dans l'eau" : perceptions des populations locales des ONGs dans l'Est de la RDC. https://www.socialscienceinaction.org/fr/blogs-et-actualites/une-eepe-dans-leau-perceptions-des-populations-locales-a-le-gard-des-ong-dans-lest-de-la-rdc/?utm_source=chatgpt.com
- Ndaywel è Nziemn I (1998). « Du Congo des rébellions au Zaïre des pillages ». In *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150-152, 1998. Disciplines et déchirures. Les formes de la violence. pp. 417-439
- Newbury, C. (1995), Background to Genocide: Rwanda. Issue 23 (2), 12-17, doi 10.2307/1166500
- Plauchut, A. (2014). Réfugiés, rébellions et enchaînement de conflits dans l'Afrique des Grands Lacs entre 1986 et 2000. En *Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (3).
- Reyntjens, F., (1996), Rwanda: Genocide and Beyond, *Journal of Refugee Studies*, Volume 9, Issue 3, pp. 240-251
- Rieff, D. (1995). The Humanitarian Trap. *World Policy Journal*, 12(4), 1-11. <http://www.jstor.org/stable/40209443>
- SFCG & ZOA (2020). Conflict scan. Maji ya amani, SFCG, URL: https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/12/Maji_ya_amani_Rapport_Conflict_Scan_Sept_2020.pdf
- Slim, H. (2015). Humanitarian ethics. A Guide to morality of Aid in war an disaster, Oxford University Press.
- Stearn, J. (2012). Dancing to the glory of monsters. The collapse of the Congo and the great war of Africa, Nex-York, Public Affairs.
- Stoop, L. & al (2024). Évaluation de l'approche belge en matière de fragilité, Service d'Evaluation Spéciale de la Coopération, <https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/2024-12/Eindrapport-Fragilité-A4-2024-FR%20%281%29.pdf>
- Tatenou, D.L. (2022), Les obstacles de la mise en œuvre de l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix : Typologie d'acteur et de contexte, Mémoire Master, Science de la Population et développement, UC-Louvain.

- Trefon, T. (2004), *Reinventing order in the Congo. How people respond to state failure in Kinshasa*, London, Zed Book.
- UN-RDC (2024), *Juin Foire aux questions sur l'approche Nexus Humanitaire, développement, paix en RD Congo*, URL : https://drcongo.un.org/sites/default/files/2024-09/Nexus_Foire%20aux%20questions.pdf, consulté le 12 juin 2025.
- Verweijen, J. et al. (2020), "The Ruzizi plain. A crossroads of conflict and violence", *Insecure Livelihoods series*, novembre 2020, URL: <https://www.gicnetwork.be/wp-content/uploads/2021/03/2020-GIC-The-Ruzizi-Plain-1.pdf>
- Vircoulon, T. & Liégeais (2012), *Inventer une politique publique dans un Etat failli. Le défi de sécurisation des droits fonciers dans l'Est du Congo*, Ifri, Paris Cedex.
- Vlassenroot, K. (2013) *Sud-Kivu : Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo*, Rift Valley Institute, Nairobi.
- Vlassenroot, K., Mudinga, E. & J. Musamba (2020), *Navigating social spaces : Armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo*, *Journal of Refugee Studies*, Volume 33, Issue 4, December 2020, Pages 832–852, <https://doi.org/10.1093/jrs/feaa048>
- Walther, O. J. (2017). *Wars and conflicts in the Sahara-Sahel. West African Papers*, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2017/09/wars-and-conflicts-in-the-sahara-sahel_6016985a/8bbc5813-en.pdf

À propos du PSP REFRACT

REFRACT – Résilience et Fragilité en Action est un Programme d'appui à la politique (PSP) financé par le « Conseil Interuniversitaire Flamand » (VLIRUOS) et l'« Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur » (ARES). Ce projet est réalisé pour le compte de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et est mis en œuvre par un consortium de chercheurs d'universités belges et africaines.

Notre ambition

Nous examinons de manière critique l'évolution des dynamiques de la fragilité et de la résilience dans des contextes de crises multi-dimensionnelles. En dialoguant avec les décideurs politiques et en explorant les causes, les expériences vécues et les impacts de ces crises, nous souhaitons éclairer les réponses politiques. Grâce à une analyse rigoureuse et à un dialogue collaboratif, nous proposons des stratégies innovantes et inclusives qui sont fermement ancrées dans les réalités quotidiennes des personnes touchées par ces crises, et qui renforcent la résilience tout en s'attaquant aux facteurs systémiques de fragilité.

Notre approche

Nous faisons progresser les connaissances et informons les politiques grâce à des recherches menées dans un cadre structuré comprenant quatre groupes thématiques et deux groupes de travail transversaux :

- 1 Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) :** Ce groupe thématique examine les défis de la mise en œuvre du triple nexus HDP dans des contextes locaux. Il propose des recommandations concrètes pour relever ces défis et améliorer l'intégration des efforts humanitaires, de développement et de paix.
- 2 Localisation de l'Aide :** En mettant l'accent sur l'autonomisation des acteurs locaux dans les interventions de développement et les réponses humanitaires, ce groupe thématique vise à clarifier le

concept de localisation et à s'attaquer aux obstacles qui entravent sa mise en œuvre dans des contextes fragiles, favorisant ainsi un programme d'aide plus inclusif.

- 3 Espace Civique et le Principe « Ne Laisser Personne de Côté » :** Ce groupe thématique explore les difficultés rencontrées par les acteurs de la société civile opérant dans des environnements fragiles, affectés par des conflits et de plus en plus autoritaires. Il vise à identifier des approches qui favorisent la résilience et l'inclusion dans des espaces civiques qui rétrécissent.
- 4 Économie Politique des Conflits et des Guerres Civiles :** En abordant les dynamiques de l'évolution des conflits et de la fragilité, ce groupe examine les dimensions politiques et économiques des conflits, des guerres civiles et des contextes autoritaires, avec pour objectif de proposer de nouvelles approches et d'adapter les cadres politiques existants.
- 5 Défis Méthodologiques et Épistémologiques :** Ce groupe thématique transversal se concentre sur les méthodologies de recherche adaptées aux contextes fragiles, en mettant l'accent sur des pratiques éthiques et collaboratives qui respectent et intègrent les connaissances et perspectives locales.
- 6 Le Gender Lab :** Il applique une analyse de genre intersectionnelle aux principaux défis et controverses sociétaux, politiques, économiques et environnementaux étudiés à travers des groupes thématiques. Le Gender Lab intègre des méthodologies féministes, des approches participatives et un engagement politique afin de promouvoir l'égalité de genre et la justice sociale dans les efforts de résilience menés en contextes fragiles.

Où travaillons-nous ?

Notre zone géographique d'intervention comprend le Sahel et la région des Grands Lacs en Afrique, avec un accent particulier sur le Burkina Faso, le Niger, le Mali, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.

